

La sécurité juridique des activités bancaires digitalisées

Presentation de M. Pape Fodé DRAME, Conférence atelier du 05 nov. 2024 –
Association africaine des Juristes de Banque et établissement Financier
(AJBEF)

Sommaire

1 – Introduction à la digitalisation des activités bancaires

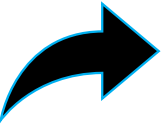
2 – Les FinTech et leur influence dans les services financiers

3 – La régulation des actifs numériques en Afrique

4 – La modernisation du cadre réglementaire bancaire

5 – L'avenir des activités bancaires digitalisées



- 
1. Transformation rapide: avec la numérisation des services bancaires, rendant les transactions plus accessibles et instantanées
 2. Changement des habitudes des consommateurs: les clients s'attendent à des services plus rapides et plus accessibles via des plateformes numériques, redéfinissant la manière de consommer les services bancaires.
 3. Nouvelle concurrence avec l'apparition des FinTechs et des plateformes numériques a intensifié la concurrence pour les banques traditionnelles

L'essor des FinTechs et la mobile banking



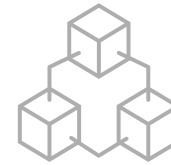
FinTech et services financiers

Ils innovent en offrant des services bancaires plus agiles, centrés sur l'utilisateur



Mobile banking

Possibilité aux utilisateurs d'effectuer des transactions depuis leur smartphone



Blockchain et cryptomonnaies

Les innovations en blockchain et cryptomonnaies posent des **défis réglementaires** tout en offrant des alternatives au service bancaire classique



Les actifs virtuels sont la représentation numérique d'une valeur qui peut **être échangée ou transférée par un procédé numérique**. Les actifs virtuels n'incluent pas les représentations numériques des monnaies fiduciaires, titres et autres actifs financiers qui font l'objet d'une réglementation ou de dispositions réglementaires spécifiques. Directive 2023 UEMOA





3 – La régulation des actifs numériques en Afrique

Reconnaissance juridique des Prestataires de Services Actifs Virtuels (PSAV) Dans le cadre de l'application de cette directive, ce dispositif :

• **Prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV)**, il s'agit de toute personne physique ou morale qui exerce à titre commercial les activités ou opérations suivantes pour un client ou en son nom :

- a) *Échange entre actifs virtuels et monnaie fiduciaire.*
- b) *Échange entre différentes formes d'actifs virtuels.*
- c) *Transfert d'actifs virtuels d'une adresse ou d'un compte à un autre.*
- d) *Conservation et/ou administration d'actifs virtuels ou d'instruments permettant leur contrôle.*
- e) *Prestation de services financiers liés à l'offre d'un émetteur ou à la vente d'actifs virtuels*

Soumet à agrément ou à autorisation préalable les activités des prestataires de services d'actifs virtuels (PSAV)

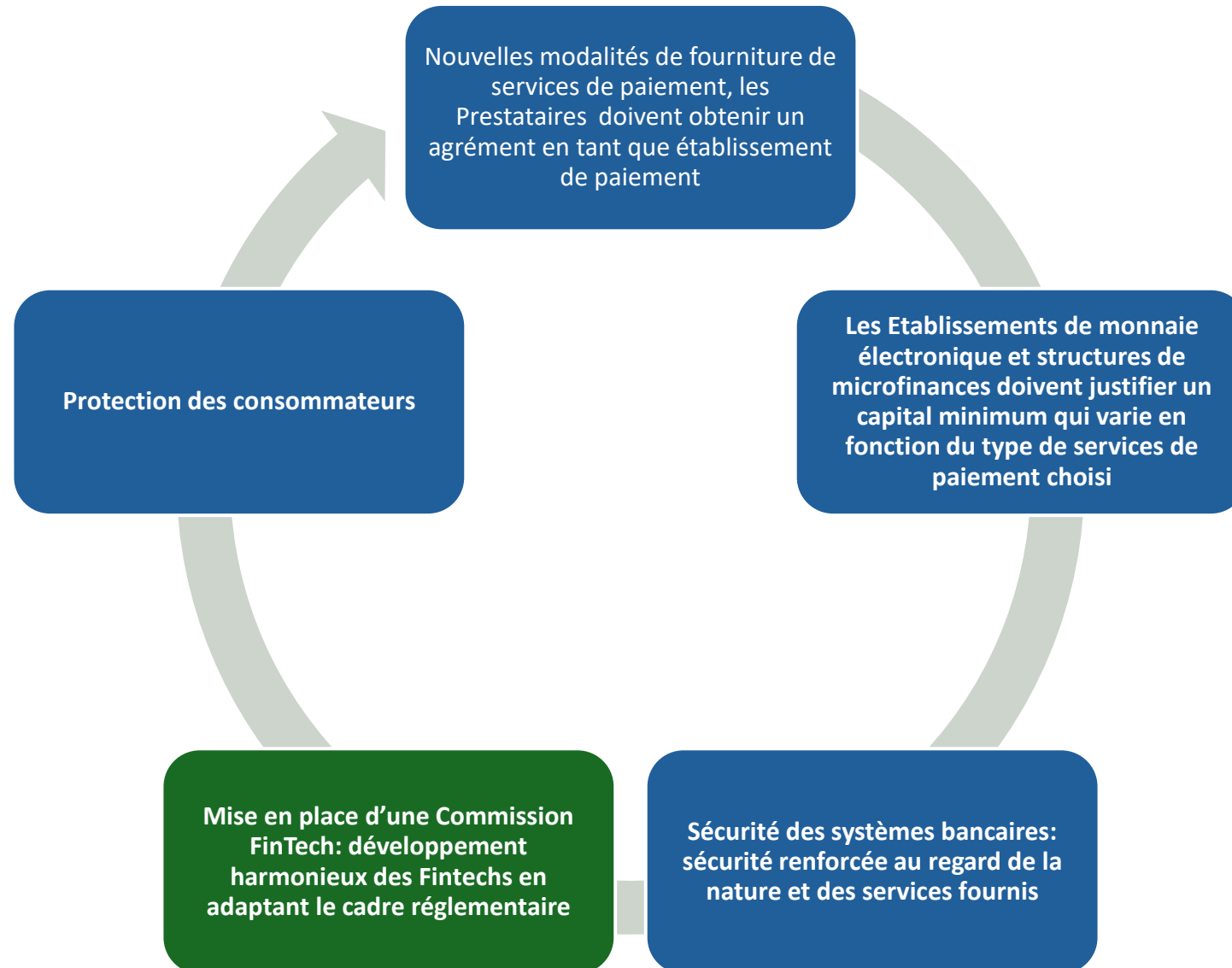
Cette directive pose le cadre pour les PSAV tout en définissant leurs obligations en matière de conformité

Gestion des Risques et Respect des normes en matière de Lutte contre la Blanchiment d'argent, le Financement du Terrorisme et la Prolifération des armes LBC/FTFP

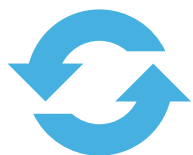


Les actifs numériques comme les cryptomonnaies posent des défis juridiques nécessitant la modernisation du cadre réglementaire bancaire.

Rôle de la BCEAO (Instruction n° 001-01-2024 relative aux services de paiement 2024)



5 – L'avenir des activités bancaires digitalisées



**Modernisation
continue du
cadre juridique**

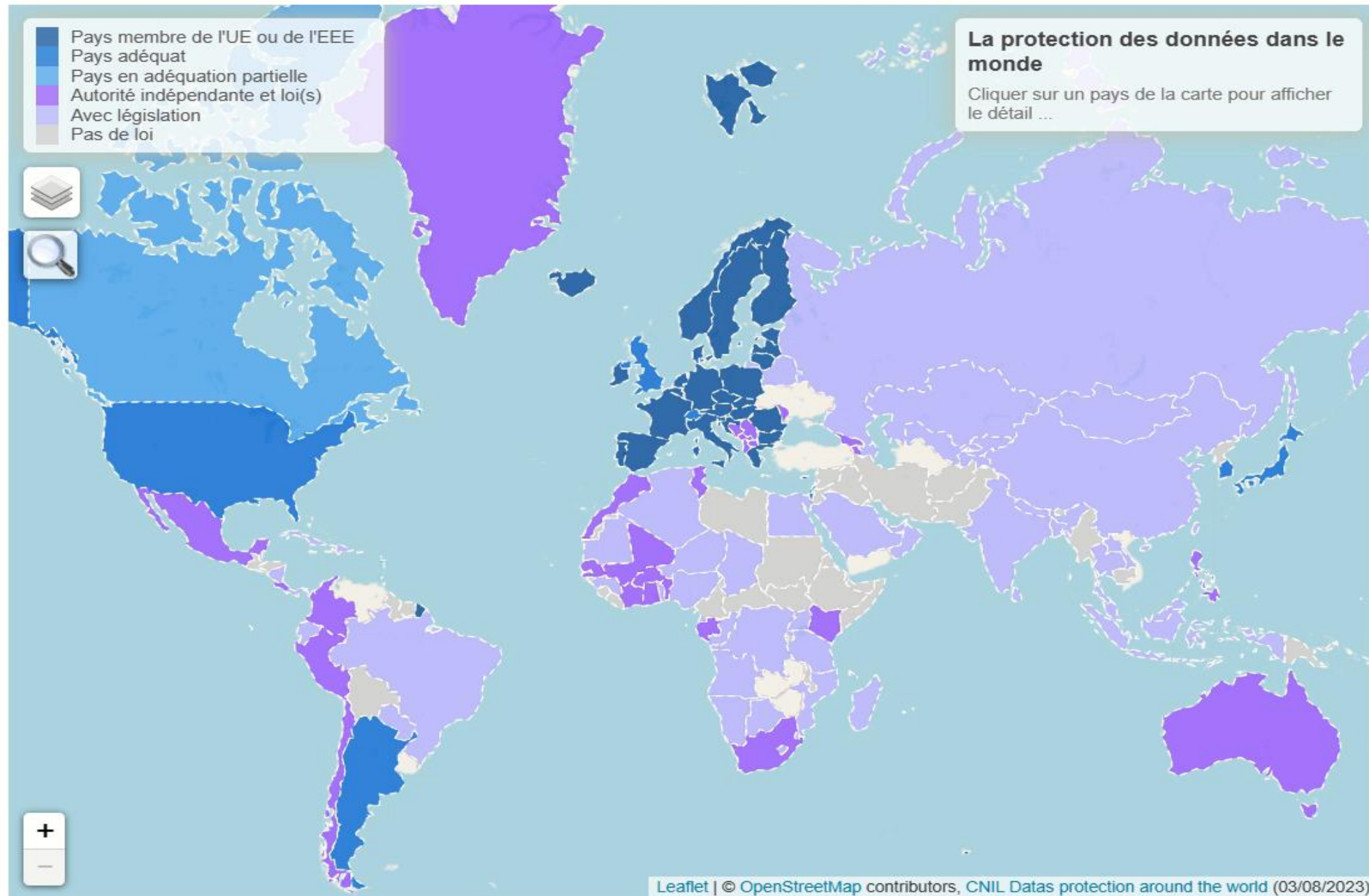


**Protection des
données
personnelles
plus prégnante
à mesure de la
progression de
la numérisation**



**Ethique et
Innovation
technologique**





Points d'attention pour le Juriste de banque

1- le Juriste de banque doit mettre en place un véritable système de management de la protection des données qui est un ensemble de procédures et de politiques visant à protéger les données personnelles et à garantir la conformité aux réglementations en vigueur. Ce système intégré au mécanisme de contrôles internes, joue un rôle clé en prévenant contre les fraudes, les erreurs, tout en garantissant l'efficacité opérationnelle.

2- Mettre l'accent sur la formation en continu du Juriste de banque aux principes des textes sur la protection des données personnelles (loi de CI et la convention de Malabo 2014, ... RGPD, RIA, normes ISO 27000)

3- Éléments à surveiller dans le cadre de la compliance bancaire:

- ☐ Les programmes de lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption, financement du terrorisme et la prolifération des armes (LB/FT/PADM)
- ☐ Mise à jour des procédures pour être en adéquation avec les nouvelles exigences réglementaires (par exemple, les directives de l'UEMOA ou les recommandations du GAFI)
- ☐ La surveillance des transactions suspectes
- ☐ L'effectivité des contrôle internes adéquats
- ☐ Les obligations de connaissance client

L'impact du règlement sur la protection des données (RGPD) en Afrique

Afin de répondre aux évolutions technologiques de nos sociétés où le numérique occupe une place croissante, l'Union européenne a adapté son cadre juridique concernant la protection des données personnelles. La vocation principale de cette réglementation, appelée « RGPD » et applicable depuis le 25 mai 2018, est d'encadrer voire sécuriser l'utilisation de ces données à caractère personnel.

Loin d'être un texte européen seulement applicable aux traitements réalisés sur le territoire européen, ce texte peut bel et bien dans certains cas s'appliquer à des entreprises africaines responsables directs de traitement ou encore sous-traitantes. Dès lors, elles doivent respecter les principes légaux en matière de protection des données personnelles.

Cet ouvrage se propose de revenir sur les notions clés de la protection des données et d'aborder les mesures juridiques, techniques et organisationnelles rendues obligatoires par le RGPD.

En mêlant les approches théorique et pratique, ce livre dessine les pistes de réflexion pour une protection des données à caractère personnel en tant que levier pour une régulation numérique en Afrique. Ce qui pourrait favoriser une intégration économique réussie tant au niveau sous régional que régional.

Pape Fodé Dramé, Diplômé en Droit du numérique à la Sorbonne et ancien juriste à la direction de la conformité de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), En tant que consultant, il intervient depuis plusieurs années dans le conseil et l'accompagnement juridiques des organisations notamment dans la protection des données personnelles. Il est également membre du Think Tank Réseau Afrique Stratégies.

Rokhaya Sarr est avocat à la Cour d'appel de Paris et auteure d'une thèse intitulée « L'impact du RGPD sur la pratique des entreprises établies en France et au Sénégal ». Elle dispense des cours de droit des Tics à l'Université Alioune Diop de Bambey. Co-fondateur de la LegaltechSN et forte d'une expérience accrue dans le domaine, elle accompagne les entreprises dans les projets de transformation numérique.

Etudes africaines
Série Droit

Illustration de couverture : 123rf.com

ISBN : 978-2-343-23833-3

19,50 €



Pape Fodé Dramé et Rokhaya Sarr

L'impact du règlement sur la protection
des données (RGPD) en Afrique



Etudes
africaines

Série Droit

Pape Fodé Dramé et Rokhaya Sarr

L'impact du règlement sur la protection des données (RGPD) en Afrique



Avant-propos d'Abdoulaye Sakho
Préface de Frédéric Forster

L'Harmattan

Contact:
papefode@hotmail.com

Merci de votre attention

